L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

GUNAUD, No 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MERCREDI MATIN, 18 SEPTEMBRE.

Perspective électorale dans les Etats-Unis.

Les élections faites dans quatre Etats depuis l'ouverture de la campagne présidentielle n'ont point découragé les fusionnistes ni les journaux qui les soutiennent, ni M. Greeley lui-même qui se dispose à partir pour l'Ouest afin de stimuler par sa présence l'activité et l'ardeur des hommes de son parti. De fait, les résultats acquis jusqu'à présent n'ont rien qui puisse faire désespérer du succès de la fusion. Il faut compter la Caroline du Nord, pour Greeley car nous ne pensons pas que les grandes signalées dans la dernière élection puissent se renouveler en novembre sous le contrôle des lois républicaines d'enregistrement et d'élection, surtout après l'amendement de la loi passée vers la fin de la session du Congrès, pour la protection des votants de bonne foi. Il nous semble que sous l'empire de cette loi toute colonisation de nègres est impossible ainsi que tout enregistrement frauduleux. Les Démocrates ont obtenu dans la Caroline du Nord, nonobstant l'influence de toutes sortes de corruptions et de manœuvres par les créatures de Grant, une majorité pour les deux Chambres d'Etat et pour le Congrès, et ils n'ont été battus pour la place de gouverneur que par une majorité de 1980 voix; majorité qui sera attaquée devant la Législature et probablement annulée. Ce résultat avec les garanties nouvelles prescrites par le Congrès dans les opérations des colléges électoraux, décide, selon nous, la question présidentielle en ce qui concerne la Caroline du Nord et nous devons compter cet Etat parmi ceux dont le vote est acquis à la fusion.

Dans l'Ouest-Virginie, même en prenant pour indication le résultat des dernières élections qui sont à refaire à cause du vote donné sur la Constitution de l'Etat, nous trouvons la certitude du succès de Greeley en novembre, les deux candidats, Démocrate et Indépendant, le vainqueur comme le vaincu, étant pour lui.

Nous n'avons rien à dire du Vermont si ce n'est ce que nous en avons dit déjà: Il ne faut jamais rien espérer de cet Etat tant qu'on lui présentera une combinaison sentant la démocratie, ou ayant la moindre teinte démocratique.

Quant à l'Etat du Maine, nous avons que nous compter sur la victoire, nous attendons quelque chose de mieux que ce qu'il a donné. Cet Etat est bien perdu pour Greeley à moins que d'ici à novembre il n'arrache une révolution morale, ce qui nous paraît improbable et même impossible, vu la situation générale du pays. Il ne peut sortir de cette situation aucun événement assez majeur pour changer en si peu de temps la majorité actuelle et la rendre favorable à la fusion.

Toutefois, cette majorité est tombée de 30,400 à 16,000 et quelques centaines, différence: 3,000 à 4,000 entre ces dernières élections et celles de 1868. Le *World* et la *Tribune* disent que ce résultat est une assurance de victoire pour Greeley dans beaucoup d'autres Etats et surtout dans les plus grands. Voici comment ces journaux raisonnent:

Les Démocrates ont gagné quatre et demi pour cent de tout le vote républicain dans le Maine. Tous les politiciens savent que dans les grands Etats du centre les gains démocratiques seront beaucoup plus forts, mais ne les comptons que sur le même pied, c'est-à-dire dans la même proportion et voyons ce que cela donne: l'élection de la Pennsylvanie en 1868 fut emportée par la liste grantiste à une majorité de 9,677 voix seulement. Un changement de cinq mille voix est suffisant pour battre Hartranft qui courait alors pour la place d'auditeur général. Or, 5,000 votes font à peine le 1 et demi pour cent des 341,406 votes républicains reçus dans cette élection. Un changement de moins de 1 pour cent aurait fait échouer le républicain Geary en 1869, sa majorité étant de 4,596 seulement. — En d'autres termes, avec moins d'un tiers du changement qui s'est opéré dans le Maine, les Fusionistes emporteraient l'Etat de la Pennsylvanie. Or, qui doute que le changement ne soit plus grand au lieu d'être moindre? Il est difficile en effet de supposer que le parti libéral ne donne pas cet appoint si faible de 1 pour cent à son parti démocrate. La Pennsylvanie, suivant toute la raison admissible, doit donc être enlevée à Grant.

L'Indiana, en octobre 1868, donna au gouverneur républicain Baker une majorité au-dessus de 1,000. Un changement de 1 tiers de 1 pour cent détruirait cette majorité. En 1870, les Démocrates eurent l'Etat par une majorité de 2,558. Il ne doit pas être permis de douter que la fusion assure à Greeley le vote de l'Indiana.

Dans l'Etat de New-York, la dernière importante élection donna en 1866 à Fenton une majorité de 13,788 sur Hoffman. Un changement de moins de deux pour cent des 366,613 votes donnés à Fenton, eut donné l'Etat à Hoffman qui, du reste, a été élu deux fois de suite ultérieurement et qui est encore aujourd'hui gouverneur de l'Etat de New-York.

Le même calcul donne aux Démocrates l'Ohio, la Californie, l'Illinois, l'Oregon, l'Alabama, le Connecticut, et ces Etats réunis aux Etats démocratiques tels que la New Jersey, le Delaware, le Maryland, le Tennessee, le Kentucky, le Missouri, assurent l'élection de Greeley pour la présidence des Etats-Unis.

LA JUSTICE EN FRANCE.

Les crimes de la Commune n'ont pas épargné les dossiers de la justice criminelle. Il y avait pour cela de bonnes raisons et qui se comprennent de soi. Les victimes qui sont résultées ont mis M le garde des sceaux dans un certain embarras pour se rendre compte de l'administration de la justice dans le cours de l'année 1870.

Il n'en a pas été de même de ce qui concerne la justice civile et commerciale. Les greffes du 18 mars avaient évidemment à faire disparaître les dossiers criminels dans lesquels le nom de plus d'un d'entre eux avait eu petite place, un indésirable reçut qui ne se rencontre plus quand il s'agit de la justice civile et commerciale.

Le rapport de M. le garde des sceaux, sur cette partie de la justice, dans le courant de 1870, est donc aussi complet que possible.

Dans chiffres contenus dans ce rapport, il résulte que la magistrature française n'est pas précédemment aussi fâcheuse qu'on le pourrait croire. Sur 1,060 affaires inscrites sur les rôles, le cour de cassation a pu en expédier 704.

Les cours d'appel, (Paris et Metz exceptées) ont été appelées à statuer sur 8,706 causes et en ont jugé 5,668.

Aux rôles des tribunaux civils de première instance, il avait été inscrit en 1870, 158,099 affaires; 102,077 ont été terminées. Dans ce nombre d'affaires, 3470 avaient trait à des séparations de corps dont 2,171 par les femmes et 307 par les maris, ce qui prouve scrabdeusement que les femmes qui ont à se plaindre de leurs maris sont en quantité bien supérieure au nombre de maris qui ont à se plaindre de leurs femmes.—Rapport à M.M. Alexandre Dumas et Emile de Girardin.

Le nombre des affaires introduites devant les tribunaux de commerce s'est élevé à 180,437 sur lesquelles 177,751 ont été expédiées.

Les justices de paix ont eu naturellement à s'occuper d'un nombre, pour ainsi dire, immense de causes en 1870. Le nombre s'en est élevé à 3,011,365. Les juges de paix ont eu à tenter 1,567,685 conciliations dont réussi dans 1,114,906 cas.

L'auteur nous déclare avec vérité dans ses bureaux, 13,931 demandes; elle en a admis 6,060.

Il faut tenir compte que dans la dernière période de 1870, l'administration de la justice a été littéralement arrêtée sur la presque totalité du territoire.

— Le Conseil général de la Gironde a émis le vœu que les permis de chasse soient abaissés de 50 à 10 fr., et que des mesures très sévères soient délivrés contre ceux qui chasseront en temps prohibé.

La même assemblée a aussi adopté un vœu tendant:

A ce que le Code de commerce soit promptement modifié et mis en rapport avec le développement qu'a pris le commerce;

A ce qu'on comble les lacunes que la législation actuelle présente dans les voies et moyens d'emprunt laissés aux propriétaires de navires.

— La Banque de France mettra en circulation, fin septembre, pour 250 millions de billets de 10 francs. Cette mesure, comprise l'émission immédiate des billets de 5 francs, a pour but de conjurer une nouvelle crise monétaire.

— La question de transit sera traitée à exécuter entre la France et l'Angleterre a été de nouveau discutée cette semaine. M. Thiers a reçu les délégués des compagnies anglaises qui demandent à établir ce passage sans subvention. Les travaux durerait six années.

M. Thiers aurait promis de saisir l'Assemblée de ce projet à l'époque de sa rentrée.

LOUISIANE.

Correspondance particulière de l'*Abeille*.

Pont-Breaux, 13 septembre 1872.

Monsieur l'Editeur.

La semaine dernière, le village de Pont-Breaux a été le sujet d'une ivresse à la fois bruyante et sanglante. Il paraît que l'arrivée de l'uniforme rouge et noir. Se rassemblant à la Salle de la Pompe, ils formèrent leurs rangs sous le commandement de leur vaillant capitaine Mr. S. Domengeaux. La pompe était traînée par deux chevaux magnifiques et richement caparaçonnés. Ils étaient montés par deux enfants en uniforme aussi et galonnés comme des maréchaux. Sur l'ordre du capitaine, la colonne s'ébranle et la même fanfare, dont nous avons parlé plus haut, exécute des airs nationaux qui firent tressaillir tous les cœurs. Dès qu'il fit nuit, les pompiers allumèrent chacun une lampe vénitienne dont ils étaient tous pourvus, et bannière en tête, ils défilèrent par toutes les rues du village. Après avoir reçu la pompe en sa demeure, ils se rendirent tous à la salle de bal de Mr. Arthur Domengeaux où les mets les plus exquis et les liqueurs les plus fines les attendaient. Les dames de la paroisse qui ne se font jamais prier pour prêter leur concours en pareille circonstance les attendaient et les accueillirent par des ovations qui leur furent vivement rendues par les pompiers et qu'elles éprouvent toujours pour ceux qui se dévouent aussi généreusement aux intérêts publics.

A dix heures du soir, il y eut des feux d'artifice. On tira des fusées; quelques unes montèrent si haut qu'elles semblaient défier les étoiles, qui, prenant part à la jubilation générale, brillaient d'une clarté en apparence plus pure que d'habitude. Vous ne devons pas émettre d'ajouter que tout se passa dans l'harmonie et dans l'ordre le plus parfait et que l'union et la concorde présidèrent à cette fête de famille à laquelle n'assistèrent pas moins de 800 personnes.

Avant de terminer j'une permettez-vous quelques réflexions? Le pays, ici, est habité, en grande partie, par une population essentiellement créole dont vous connaissez bien l'origine. Elle a conservé dans toute sa pureté l'orgueil de sa race et la fierté de son nom. L'*Abeille*, qui est devenu aujourd'hui un journal entièrement français, est donc destinée à pénétrer ici une certaine importance. Déjà, nous avons pu apprécier vos sages et énergiques efforts dans la cause de la justice et de l'honneur. L'avenir vous rendra justice. Et si par hasard des circonstances heureuses vous faisaient jamais côtoyer les bords du Têche, la population de Pont Breaux vous fera un accueil sincère et cordial; d'abord parce que vous parlez notre langue qui est aussi celle de nos ancêtres et, en second lieu, parce que vous faites de si louables efforts pour la sauvegarde aux générations qui vont nous succéder.

Je vous prie, monsieur l'éditeur, d'agréer mes salutations respectueuses.

CIVIS.

— Le 3e conseil de guerre, séant rue du Cherche-Midi, a eu à juger hier une nouvelle affaire d'intelligences avec l'ennemi, et c'est encore le département de l'Aisne qui a été le théâtre du crime.

Sampité avait des chevaux, et il a eu le chagrin de voir ses chevaux réquisitionnés par l'ennemi. Son chagrin a même été si violent qu'il n'a reculé devant rien pour arriver à se les faire restituer. Ainsi, par exemple, il s'est chargé d'une réquisition pour une commune voisine de la sienne, qui a dû fournir aux Prussiens un nombre de chevaux suffisant pour remplacer ceux qui avaient été rendus à Sampité. Du reste, ce n'est là que le moindre des reproches qui lui ait été adressés. Il est un autre fait bien autrement sérieux que l'accusation lui impute, et que le code pénal punit de la peine de mort.

La commune de Clamecy, où était domicilié Sampité, avait reçu un certain nombre de fusils pour la défense de son territoire. A l'approche de l'armée prussienne, ces fusils avaient été cachés par la maire. Lorsque les Prussiens traversèrent Clamecy, ils firent des recherches qui n'amenèrent pas la découverte de ces armes, et tout le village fut maintenu à sa place. Seul, Sampité, interrogé au moment de la restitution de ses chevaux, avoua qu'il existait des fusils, et indiqua l'endroit où ils étaient enfouis.

Cette révélation pouvait entraîner les plus grands dangers pour les habitants de la commune; mais heureusement il n'en fut rien. Ce fut Sampité qui fut chargé par les Prussiens de ramener les armes au camp prussien.

Devant le conseil de guerre, il a déclaré qu'il n'avait pas cru commettre un acte coupable; qu'il craignait que l'ennemi découvrît les fusils, et que la commune ne fût par ce fait exposée à des rigueurs. Mais le président lui a fait observer qu'on avait déjà déclaré qu'il n'y avait pas d'arrêts résultat de révélation devait donc avoir un résultat terrible.

Après un réquisitoire prononcé par M. le commandant Barberet, Me Lachaud a prononcé la défense avec le talent qu'on lui connaît, et s'est obtenu que Sampité ne fût condamné qu'à cinq ans de travaux forcés, le minimum de la peine.

UN AGENT TENACE.—Il y a quelques années, la dame veuve Martel, demeurant rue de la Douane, 10, annonça bien haut ses terreurs d'une maladie étrange que la science tenait le sentiment général fut que la veuve Martel avait été empoisonnée.

Des soupçons se portèrent tout d'abord sur l'amant de la veuve, un sieur D..., ouvrier batteur d'or, qui vivait maritalement avec elle depuis plusieurs années. Il fut arrêté, et une instruction laborieuse fut faite.

Au bout de deux mois, les preuves manquant contre l'inculpé, on le relâcha.

Un seul homme était resté convaincu de culpabilité de D..... C'était un nommé F....., brigadier au service de la sûreté. Dans les moments de repos que lui laissait son service F..... s'était mis à *filer* le batteur d'or. Il espérait toujours découvrir une trace, un indice, un rien. Ses poursuites furent une longue suite de ruses dignes des policiers d'Emile Gaboriau.

Il était parvenu à connaître D...; il était entré en quelque sorte dans sa vie, passait le plus de temps possible à ses côtés, se lia même avec une impudence passionnée du moment où la culpabilité, dans un moment d'oubli, laisserait tomber de ses lèvres une parole d'aveu.

Hier, l'agent accompagnait l'ouvrier dans un café de la rue Charlot. D..... était plus que de coutume, E..... n'est pas à peine à amener la conversation sur l'événement de la rue de la Douane.

L'ouvrier se laissa aller à des confidences; il parla de l'absence dans laquelle vivait la veuve Martel, des valeurs qu'elle possédait, &c.

A ce moment, un marchand d'oiseaux entra et offrit deux serins aux consommateurs. D..... regarda les oiseaux sans les voir et dit:

Quand j'ai tué la Martel, il n'en est vait deux comme ça sur la fenêtre.

Puis, épouvanté de ce qu'il venait de dire, il pâlit, poussa un grand cri et tomba comme mort.

C'est dans le bureau d'un commissaire de police qu'il reprit ses sens. Il fit presque aussitôt les aveux les plus complets, prétendant la mort, disait-il, aux souffrances que lui faisaient endurer ses remords.

C'est le brigadier F..... qui est content!

Nouvelles Diverses.

— *L'Union méridionale* publie une curieuse lettre, encore inédite, adressée à l'impératrice Eugénie, le 29 janvier 1871, par M. Louis Veuillot.

L'impératrice avait remercié le rédacteur en chef de l'*Univers* pour le courage avec lequel il avait protesté contre les calomnies du *Times*. M. Louis Veuillot répondit en ces termes:

Madame,

En daignant me remercier, Votre Majesté m'a fait un don gratuit.

Je suis accoutumé à voir d'injustes calomnies outrager librement un grand caractère et une éclatante vertu.

Le silence m'aurait fait complice des traîtres non moins vils qui permettaient ces infamies; mais le pouvoir de vous défendre, madame, n'a pas me venir; personne n'était trompé. Aux yeux de notre monde entier, l'impératrice Eugénie a gardé le plus magnifique rang de dignité; on n'entre de l'autre côté que pour la honte. Le peuple, comme l'honneur qui l'anime, ne s'y trompe pas. Il sait que l'impératrice est la première victime de la guerre impie qui a ravagé la France.

Je crois trop pieusement pour ne pas croire que Votre Majesté a entendu mes prières, puisque Dieu lui donne de mêler aux larmes des défaites de la calomnie républicaine.

Je supplie Votre Majesté de recevoir bon gré, je lui offre ici mes plus sincères et plus profonds et aussi légitime que mon respect.

LOUIS VEUILLOT.

—On écrit de Lesguyon, à l'*Univers*:

"Je n'ai pas besoin de vous rappeler que le principale des questions de fait à examiner était celle de savoir si le tirailleur qui a reçu la dépêche de Machanol lui a été remise par un officier ou par un soldat. Le tirailleur a toujours affirmé qu'il avait reçu la dépêche de Machanol lui a été remise par un officier. Il a même désigné le nom de cet officier. Il a même désigné le nom de cet officier. Il a même désigné le nom de cet